

Rapport annuel 2020-2021



Pendant la pandémie de COVID-19, il était plus nécessaire que jamais de se renseigner sur l'usage problématique de substances et de trouver des solutions pour en combattre les méfaits.

Le CCDUS a répondu à l'appel. Nous avons continué à faire progresser des solutions reposant sur des recherches et des recommandations fiables et fondées sur des données probantes.

Mais nous ne l'avons pas fait seuls : nous avons uni nos forces à celles de partenaires de partout au pays. Nous avons soutenu leurs activités, les avons mises à profit et y avons contribué. Ces partenaires et nous avons mis en commun données, outils, expériences et points de vue pour avoir une incidence réelle et générer des changements concrets pour la population canadienne.

Le présent rapport montre comment nous avons assemblé les « pièces du puzzle » pendant la pandémie pour aider les Canadiens à avoir une vie saine, sûre et productive.

Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances 75, rue Albert, bureau 500 Ottawa (Ontario) K1P 5E7 Canada

© Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances, 2021 ISSN 1705-1193

f @CCSA.CCDUS

● @CCDUSCanada | @CCSACanada

o ccsa_ccdus

(in Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances

C Tél/Tel.: 613-235-4048

Message de la première dirigeante



Au dernier exercice financier, la COVID-19 est venue compliquer la vie de nombreux Canadiens et a eu des répercussions directes sur l'usage de substances. En tant que rassembleurs, conseillers et promoteurs de la réduction des méfaits, de l'amélioration de la santé et du bienêtre et de l'accroissement de la sécurité communautaire, nous devions agir d'urgence. Jamais il n'avait été aussi important d'offrir les bons services au bon endroit et au bon moment et de braquer les projecteurs sur les travaux menés au pays et à l'étranger.

Notre organisation étant hautement collaboratrice, nous sommes habitués à travailler étroitement avec nos réseaux, partenaires et parties prenantes. La distanciation physique et les restrictions de voyage nous ont obligés à trouver de nouvelles façons de collaborer et d'obtenir rapidement de l'information essentielle. Nous avons donc fait équipe avec des experts en sondage pour savoir comment les Canadiens s'en sortaient. Grâce à l'excellent travail de nos partenaires, nous avons lancé notre toute première série de webinaires visant à fournir rapidement de l'information à un vaste public. Nous avons aussi renforcé nos partenariats existants et en avons établi de nouveaux, nous avons collaboré plus étroitement que jamais avec la Commission de la santé mentale du Canada et les Instituts de recherche en santé du Canada, et nous nous sommes associés à Excellence en santé Canada pour soutenir certaines des personnes les plus vulnérables des communautés canadiennes.

Pendant que nous nous préparions à répondre à de nouveaux besoins, nous avons intensifié notre lutte contre la crise des opioïdes et les effets dévastateurs de la stigmatisation. Nous avons également reçu du financement pour actualiser les Directives de consommation d'alcool à faible risque du Canada, qui ont pris une importance nouvelle étant donné la hausse de la consommation observée durant l'exercice.

Toutes ces activités nécessitaient de trouver une nouvelle façon de travailler, mais aussi une approche axée sur la compassion et dirigée par les personnes directement concernées. Nous avons régulièrement consulté les parties prenantes, les partenaires, les personnes ayant une expérience vécue de l'usage de substances ainsi que leur famille et leurs amis pour tenir compte de leurs besoins le mieux possible. Nous avons diffusé nos connaissances aux acteurs de notre secteur pour leur permettre de réagir efficacement. Et nous avons reconnu que notre équipe affrontait elle aussi des difficultés, la pandémie touchant chacun d'entre nous à sa façon. Je suis fière de dire que les membres du personnel de notre organisation ont tous relevé le défi et ont continué à travailler pour avoir une incidence réelle, malgré les difficultés que la vie leur réservait. Je les remercie sincèrement d'avoir fait preuve d'un dévouement immuable à l'égard de notre travail important tout en répondant à leurs besoins personnels.

L'exercice 2021-2022 comportera sans doute son lot de difficultés. Je sais que nous saurons y faire face, guidés par notre nouveau plan stratégique et soutenus par notre accord de contribution avec Santé Canada, renouvelé pour cinq ans. Nous poursuivrons notre lutte contre le racisme et notre travail sur la diversité et l'inclusion en nous formant et en étant à l'écoute des communautés touchées, et nous porterons une attention particulière à la guérison et à l'épanouissement de notre relation avec les Autochtones. Nous continuerons à mettre en œuvre nos nouveaux plans stratégiques et d'affaires, et nous travaillerons encore plus étroitement avec nos partenaires pancanadiens du domaine de la santé pour améliorer les résultats des consommateurs de substances d'un océan à l'autre. Enfin, nous continuerons à écouter, à apprendre et à servir.

Rita Notarandrea, M.Sc.S., LCS, IAS.A

+ & Netarendrea

Première dirigeante

Tourné vers l'avenir

Plan stratégique 2021-2026 du CCDUS

En juin 2020, nous avons publié un nouveau <u>plan stratégique quinquennal</u>, qui guidera nos activités jusqu'en 2026. Nous croyons que ce plan, développé en collaboration avec un éventail de parties prenantes, reflète les plus grandes priorités de notre secteur.

Nous avons écouté les parties prenantes et tiré des leçons. Dans les cinq prochaines années, nous exécuterons le plan et prendrons des mesures concrètes pour :

Synthétiser les recherches pour faire progresser les connaissances

• Faciliter l'accès des publics cibles aux recherches factuelles

- Promouvoir l'acquisition de connaissances, la compréhension et la sensibilisation dans le domaine des dépendances et de l'usage de substances
- Suivre les nouvelles tendances et alerter les parties prenantes

Consolider les efforts de collaboration au Canada

- Mobiliser les parties prenantes, faire le pont entre elles et les rallier à un projet commun
- Faire connaître les initiatives au sein des provinces, des territoires et des collectivités

Combler les lacunes entre ce que nous savons et ce que nous faisons

- Fournir au milieu de l'usage de substances les données requises pour intervenir efficacement
- Amplifier la diffusion des nouvelles et des études sur les dépendances et l'usage de substances
- Informer les responsables politiques des nouveautés en matière de recherche, de pratiques exemplaires et d'enjeux

Au cours des années à venir, nous resterons à l'écoute des personnes ayant une expérience vécue, de leur famille et de leurs amis, et nous continuerons à inclure leur voix à notre travail. L'équité et l'inclusivité seront prioritaires. Ensemble, nous atteindrons nos résultats jalons :

Un continuum de services et de soutiens accessibles, inclusifs et de qualité Des interventions factuelles visant à réduire les méfaits associés à l'usage de substances

Message du président



Le mot caractérisant l'exercice 2020-2021 est sans aucun doute « pivoter », considérant que les organisations ont dû faire preuve d'agilité, revoir leurs priorités et adapter leur modèle d'affaires à la nouvelle réalité. Mais pour plusieurs d'entre elles – surtout celles du domaine de l'usage de substances, dont le CCDUS – le défi était encore plus complexe : elles ont dû assumer de nouvelles tâches et établir de nouvelles priorités, sans pour autant négliger les travaux déjà en cours.

Je suis fier de vous annoncer que malgré la charge de travail accrue et le contexte d'urgence dans lequel il évoluait, le CCDUS a produit des résultats. Nous avons réussi, en pleine pandémie, à rassembler des gouvernements, des organisations et des personnes aux voix diverses pour aider les Canadiens à mener une vie saine et productive. Le CCDUS s'est taillé une place comme porte-parole crédible et champion des travaux novateurs menés par des tiers partout au Canada, mettant en lumière les travaux et les progrès réalisés aux quatre coins du pays. L'organisation a généré une énorme quantité de connaissances et de produits de communication fort nécessaires et a diffusé les informations le plus rapidement possible pour répondre aux besoins des personnes qui consomment de la drogue ou de l'alcool à un moment où les mesures de santé publique et la prestation des services subissaient des bouleversements importants.

Les membres du conseil d'administration ont dû changer leur façon de travailler, revoir leur calendrier de réunions et se familiariser avec les particularités de la vidéoconférence. Je remercie mes collègues administrateurs de leur flexibilité et de leur dévouement continu durant cette période difficile.

Pour l'avenir, nous continuerons de soutenir le travail qu'effectue le CCDUS avec les parties prenantes clés, dont d'autres organisations pancanadiennes de santé, les personnes ayant une expérience vécue de l'usage de substances, leur famille et leurs amis – travail qui est réalisé en particulier par l'intermédiaire des groupes consultatifs sur l'expérience vécue passée, sur l'expérience vécue présente et sur la famille et les amis et qui porte sur l'ensemble des enjeux cruciaux liés aux substances et aux personnes qui les consomment.

L'une de nos grandes priorités pour l'exercice à venir sera de favoriser une plus grande collaboration avec les partenaires en santé mentale alors que nous prendrons des mesures post-pandémiques efficaces répondant aux importants besoins émergeant dans le domaine. En 2021-2022, nous continuerons à guider et à superviser la mise en œuvre du plan stratégique du CCDUS et à soutenir le mieux possible la mission capitale du CCDUS.

Je remercie Santé Canada et le gouvernement du Canada de leur soutien continu à l'égard de la mission du CCDUS au dernier exercice. Et j'aimerais remercier sincèrement notre première dirigeante, Rita Notarandrea, son équipe de directeurs et le personnel du CCDUS pour leur travail colossal et leur dévouement sans borne.

Vaughan Dowie

Président du conseil d'administration, CCDUS



Au début de l'exercice financier, la crise de la COVID-19 battait son plein, et nous travaillions d'arrache-pied à l'élaboration et à la sélection de ressources pour notre <u>centre documentaire sur la COVID-19</u>, qui avait pour but de présenter aux décideurs, aux fournisseurs de soins et au public canadien des avis d'experts et des idées novatrices de partout au monde. En 2020-2021, nous y avons ajouté plus de 150 ressources du Canada et d'ailleurs, aidant ainsi bon nombre de nos partenaires à s'adapter à leur nouvelle réalité.

Nous avons également soutenu nos partenaires en réunissant des données disparates et en diffusant des renseignements urgemment nécessaires aux publics cibles. Nous avons lancé notre toute première <u>série</u> <u>de webinaires</u> sur divers enjeux liés à la pandémie, comme le soutien aux jeunes, les tendances en matière de consommation d'alcool et de substances, l'accès aux traitements, la prise en charge du sevrage, etc. L'administratrice en chef de la santé publique du Canada, la Dre Theresa Tam, faisait partie des conférenciers. Les évaluations nous ont montré hors de tout doute que nous étions sur la bonne voie. Pour orienter les décideurs quant à l'avenir, nous avons analysé les résultats de nos interventions auprès des personnes ayant une expérience vécue passée ou présente, des fournisseurs de soins et d'autres intervenants, et avons rédigé des documents d'orientation. Nous avons aussi travaillé avec plusieurs partenaires dans le cadre d'une étude visant à mieux comprendre les bienfaits et les risques des soins virtuels.

Pendant la pandémie, les établissements de soins de longue durée peinaient à offrir leurs services et à prodiguer des soins de qualité. Nous nous sommes donc associés à Excellence en santé Canada pour étendre la portée de son initiative SLD+. Nous avons diffusé son modèle éprouvé dans des refuges pour sans-abri et des établissements de traitement de l'usage de substances. À la fin de l'exercice, nous avions financé 175 lits en Colombie-Britannique, en Ontario et en Saskatchewan. Le travail s'est poursuivi au début de l'exercice suivant.

9 webinaires

visionnés par

2970

personnes

(en direct et sur demande)

avec un

taux de satisfaction de

96 %

Plus de

150 ressources

sur l'usage de

substances et la COVID-19

affichées dans le

centre documentaire du CCDUS documents d'orientation

pour renseigner les décideurs sur les

répercussions de la COVID-19

sur les personnes qui consomment de la drogue

10 %

sur 12 mois du nombre

Hausse de

de produits d'information conçus et

hausse de plus de 200 %
du nombre de produits de communication conçus et publiés
par le CCDUS

5 refuges et établissements

de traitement de l'usage de substances

en C.-B., en Ontario et en Saskatchewan financés en partenariat avec

Excellence en santé Canada

pour remédier aux perturbations des services causées

par la COVID-19



Bien que le jeu problématique n'implique pas nécessairement l'usage de substances, il coïncide souvent avec une consommation problématique de substances et peut s'accompagner d'importantes conséquences négatives. En 2020-2021, nous avons collaboré avec les régies des jeux des provinces et territoires du Canada et avec des agences à l'étranger pour recueillir des données sur la nature des conséquences négatives liées à la participation aux jeux de hasard et d'argent (JHA), ainsi que sur la façon dont les JHA deviennent problématiques et le moment auquel cela se produit généralement.

Une fois ces données en main, nous avons rédigé les premières Lignes directrices sur les habitudes de jeu à moindre risque du monde. Ces lignes directrices, qui seront publiées à l'automne 2021, donnent des conseils pratiques pour se fixer des limites raisonnables, reconnaître les tendances préoccupantes et comprendre comment la combinaison de l'usage de substances et des JHA accroît le risque de développer un problème.

14 présentations

faites à des partenaires

canadiens et internationaux Consultation continue avec

plus de

20

acteurs concernés

Commentaires

de plus de

10 000 personnes

au Canada

et de plus d'une dizaine

de partenaires internationaux

Lignes directrices sur les habitudes de jeu à moindre risque



et orienter les politiques publiques avec les données

Dès le début de l'exercice financier, nous avons travaillé avec des firmes de sondage pour guestionner les Canadiens sur leur usage d'alcool, de cannabis et d'autres substances, ainsi que sur leur accès aux services de traitement pendant la pandémie. Au fil des mois, nous avons collaboré avec la Commission de la santé mentale du Canada pour intégrer des questions de santé mentale.

Nous avons produit un rapport sur les changements apportés aux lois et règlements sur la vente d'alcool et de cannabis dans les provinces et territoires pendant la pandémie et nous nous sommes engagés à faire le suivi de ces changements. La combinaison des renseignements recueillis aux données venant de nos sondages et d'autres sources fera la lumière sur le lien entre la réglementation de l'alcool et du cannabis, le prix de ces substances, l'accès à celles-ci et leur consommation, nous permettant ainsi d'expliquer aux décideurs l'influence du prix et de l'accès sur la consommation et les méfaits connexes.

Plus les données sont utilisables, plus elles sont puissantes. Sachant cela, nous avons poursuivi notre partenariat avec l'Institut canadien de recherche sur l'usage de substances de l'Université de Victoria au dernier exercice et avons ajouté les données probantes les plus récentes (2017) au projet Coûts et méfaits de l'usage de substance au Canada et à son outil de visualisation des données. Cet outil peut être utilisé pour consulter les données et les trier en fonction de critères précis, ainsi que pour créer et télécharger des graphiques, des cartes et des tableaux personnalisés facilitant le travail des chercheurs. Nous avons aussi amélioré l'infrastructure de collecte des données pour accélérer les mises à jour et veiller à ce que les parties prenantes aient toujours accès aux données les plus récentes.

Publications sur des tendances dans les données en 2020-2021

Modifications aux politiques sur l'alcool pour

élargir

l'achat en ligne, la collecte et la livraison dans

8 provinces

Le coût total

de l'usage de substances au Canada en 2017 s'établissait à

46 milliards de dollars

41 sondages externes administrés

Depuis l'automne 2020, environ

30 % des personnes qui consomment de l'alcool

et

35 % des personnes qui consomment du cannabis

rapportent un usage accru pendant la pandémie



Recueillir le point de vue essentiel des personnes les plus touchées par la crise des opioids

La COVID-19 a accru les méfaits de l'usage d'opioïdes. En effet, il y a eu près de 25 000 visites à l'urgence et 11 000 hospitalisations liées aux opioïdes entre mars et septembre 2020, soit une hausse de 8 % et de 7 % respectivement par rapport à la même période en 2019. Ajoutons que 5 148 décès apparemment liés à une intoxication aux opioïdes sont survenus pendant les neuf premiers mois de la pandémie (avril à décembre 2020), soit une augmentation de 89 % par rapport à 2 722 décès pour la même période en 2019. Au début de la pandémie, nous avons produit, en collaboration avec le Réseau communautaire canadien d'épidémiologie des toxicomanies, deux bulletins sur les risques associés aux opioïdes, dont l'adultération des drogues, le sevrage et la consommation solitaire. Quand nous avons pris conscience des lourdes conséquences que la pandémie pourrait avoir sur les intervenants en réduction des méfaits, nous avons relancé un sondage qui avait déjà pris fin pour savoir quelles nouvelles pressions et difficultés ces professionnels devaient affronter. Nous avons également intégré des commentaires supplémentaires venant des groupes consultatifs sur l'expérience vécue passée, sur l'expérience vécue présente et sur la famille et les amis pour nous assurer de tenir compte du point de vue de leurs membres.

Pendant la pandémie, nous avons travaillé avec de multiples partenaires à un vaste éventail d'initiatives. Avec le Centre de santé mentale Royal Ottawa et l'Hôpital Women's College de Toronto, nous avons demandé aux patients et aux fournisseurs de soins de quelle façon les directives ontariennes relatives au traitement par agonistes opioïdes en période de COVID-19 avaient modifié l'accès à ce traitement, et si les changements devraient être maintenus ou non après la pandémie. Le projet Améliorer le traitement ensemble est aussi entré dans sa deuxième phase de collaboration avec les jeunes et leur famille; il met à l'essai des traitements conjoints de l'usage d'opioïdes en Alberta et en Colombie-Britannique, traitements qui tiennent compte des besoins déclarés par les jeunes eux-mêmes. Nous nous sommes également appuyés sur des travaux réalisés en 2019 pour élaborer le Plan d'action communautaire d'Ottawa sur la santé mentale et l'usage de substances, en particulier les opioïdes. En novembre 2020, nous avons organisé, avec Santé publique Ottawa, le Royal, l'Association communautaire d'entraide par les pairs contre les addictions et l'Association canadienne de santé publique, un sommet virtuel visant l'avancement de la lutte contre la stigmatisation, de la réduction des méfaits et de la centralisation de l'accès aux services. Une équipe du CCDUS a aussi participé à deux tables rondes ministérielles animées par la ministre de la Santé, Patty Hajdu, et la ministre du Travail, Filomena Tassi; ces tables rondes portaient sur les surdoses d'opioïdes dans les secteurs professionnels exigeants sur le plan physique, comme les métiers spécialisés et la construction. Au cours du prochain exercice, nous travaillerons avec Santé Canada à l'élaboration d'une trousse d'outils qui aidera les employeurs à améliorer les pratiques de santé et de sécurité au travail et à réduire les risques et les méfaits associés à l'usage de substances dans les milieux de travail physiquement exigeants.

62 %

des échantillons contenant un opioïde contenaient aussi

du fentanyl -

un des nombreux constats de

2 bulletins du RCCET

sur l'approvisionnement en drogue au Canada et les effets de la COVID-19 publiés en avril et mai 2020

prototypes de traitement de l'usage d'opioïdes

préparés avec l'aide de participants du projet

Améliorer le traitement ensemble en Alberta et en C.-B.



Trouver de bons employés qualifiés a toujours été un problème pour les organisations luttant contre les méfaits de l'usage de substances, mais ce problème a pris de l'ampleur avec la pandémie, qui a accéléré la vitesse à laquelle changent les modèles de prestation de services et les besoins des clients.

Au dernier exercice, nous avons actualisé les <u>Compétences comportementales et techniques pour les intervenants en usage de substances au Canada</u>, qui contribuent à la qualité des services et des soutiens, en y ajoutant de l'information sur les aptitudes, les connaissances et les interventions des travailleurs, de même que des <u>conseils sur l'utilisation d'un cadre fondé sur les compétences</u> pour pourvoir des postes réglementés et non réglementés. La mise à jour s'appuyait sur la rétroaction détaillée de parties prenantes, dont les groupes consultatifs sur l'expérience vécue passée, sur l'expérience vécue présente et sur la famille et les amis, qui ont fourni de précieux commentaires en lien avec l'expérience vécue. Les *compétences* comblent une partie du fossé séparant ce que nous savons de ce que nous faisons – elles traitent notamment de nouveaux sujets comme les soins virtuels et la pratique anti-oppressive – et nous aident à atteindre nos résultats jalons. La version à jour est disponible en ligne, dans un format interrogeable et interactif.

Avec l'appui du CCDUS, le <u>labo Bâtisseurs de cerveaux</u> s'est servi d'un modèle novateur pour former des fournisseurs de services, des éducateurs et d'autres professionnels sur les effets qu'ont les expériences négatives durant l'enfance sur le développement du cerveau et l'usage de substances plus tard dans la vie. Les professionnels peuvent utiliser ces connaissances pour changer les pratiques.

Nous avons aussi fait traduire en français la formation Histoire du cerveau, à laquelle plus de 1 400 personnes se sont inscrites à la suite d'activités promotionnelles. Des sondages de fin de projet ont montré que les 25 projets lancés en 2020-2021 dans le cadre du labo Bâtisseurs de cerveaux ont accru les connaissances et la sensibilisation des parties prenantes et ont, dans plusieurs cas, réduit la stigmatisation. Les projets, menés par des équipes de partout au pays, ont également influencé la prestation des services. En effet, 76 % d'entre eux ont mené à des changements dans les pratiques, et près de 50 %, à des changements dans les politiques. D'ailleurs, de nombreuses organisations exigent ou recommandent la formation Histoire du cerveau pour le perfectionnement professionnel de leurs employés.

2 compétences comportementales

et

2 compétences techniques

actualisées et révisées

en fonction des commentaires

de personnes ayant une expérience vécue passée ou présente, de leur famille et de leurs amis

Taux de satisfaction

de 93 %

pour le

labo Bâtisseurs de cerveaux

3 vidéos de formation

conçues pour faciliter l'utilisation

des compétences

25 projets
Bâtisseurs de cerveaux.

qui ont permis de créer

230

produits de communication

consultés par

34 550

personnes



En 2020-2021, nous avons fait appel à nos groupes consultatifs sur l'expérience vécue passée, sur l'expérience vécue présente et sur la famille et les amis ainsi qu'à d'autres initiatives pour intégrer le point de vue des personnes ayant une expérience vécue de l'usage de substances à presque toutes nos activités. Nous avons veillé à ce que ces personnes soient entendues, à ce que leurs préoccupations soient reconnues et à ce que leurs besoins soient mieux comblés.

Pendant l'exercice, nous avons établi des liens entre des étudiants, des éducateurs, des fournisseurs de services et des membres du public dans le cadre de diverses interventions de lutte contre la stigmatisation. Le thème de la Semaine nationale de sensibilisation aux dépendances de cette année, « Le changement commence avec moi », rappelait que chaque geste individuel peut changer les choses. Une collaboration avec l'Université Carleton, le Collège Algonquin et l'Université d'Ottawa a donné naissance aux cours L'ABC de la stigmatisation, qui visent à réduire la stigmatisation chez le corps enseignant, le personnel et les étudiants. Ces cours ont été bien accueillis, et d'autres établissements postsecondaires songent à les intégrer à leur plateforme en ligne.

Enfin, nous avons préparé nos propres modules d'apprentissage en ligne pour aider le grand public et les fournisseurs de services à réduire la stigmatisation et à promouvoir l'accès des personnes aux soins dont elles ont besoin. Le premier module, *La douleur de la stigmatisation*, a été lancé à l'automne 2020; deux autres sont prévus au cours du prochain exercice.

Plus de

2 400 visionnements

du module d'apprentissage

La douleur de la stigmatisation

(2 038 en anglais et 369 en français)

827

téléchargements

de la fiche de renseignements

> Changer le langage de la dépendance

1945 publications

pendant la Semaine nationale de sensibilisation aux dépendances

et 2 375 engagements

avec le mot-clic #SNSD

12 381 742

comptes atteints

Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers résumés

Aux administrateurs du Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances

Opinion

Les états financiers résumés, qui comprennent l'état résumé de la situation financière au 31 mars 2021, les états résumés des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, sont tirés des états financiers audités du Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances pour l'exercice clos le 31 mars 2021.

À notre avis, les états financiers résumés ci-joints constituent un résumé fidèle des états financiers audités, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

États financiers résumés

Les états financiers résumés ne contiennent pas toutes les informations requises par les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif. La lecture des états financiers résumés et du rapport de l'auditeur sur ceux-ci ne saurait par conséquent se substituer à la lecture des états financiers audités et du rapport de l'auditeur sur ces derniers. Ni les états financiers résumés ni les états financiers audités ne reflètent les incidences d'événements postérieurs à la date de notre rapport sur les états financiers audités.

Les états financiers audités et notre rapport sur ces états

Nous avons exprimé une opinion non modifiée sur les états financiers audités dans notre rapport daté du 22 juin 2021.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers résumés conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Responsabilités de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion indiquant si les états financiers résumés constituent un résumé fidèle des états financiers audités, sur la base des procédures que nous avons mises en œuvre conformément à la Norme canadienne d'audit (NCA) 810, *Missions visant la délivrance d'un rapport sur des états financiers résumés*.

Raymond Chabot Grant Thorn ton S.E. N.C. R. L.

Comptables professionnels agréés Experts-comptables autorisés Ottawa, Canada Le 22 juin 2021

Divulgation des salaires

Au 31 mars 2021, le CCDUS comptait 71 employés à temps plein. Voir le rapport de l'auditeur pour de l'information sur les salaires et avantages sociaux. Les membres du conseil d'administration du CCDUS sont bénévoles et ne reçoivent aucune rémunération.

Échelles salariales	Minimum \$	Maximum \$
Niveau 1	Voir le site Internet du Conseil privé	
Niveau 2	109 360	165 308
Direction	93 440	150 370
Professionnels	67 680	128 480
Spécialistes et techniciens	50 320	79 200
Soutien administratif	44 320	60 940

États financiers résumés annuels

Actif	2021 \$	202
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 048 184	2 978 3
Débiteurs	357 405	473 22
Apports à recevoir	35 801	
Frais payés d'avance	155 008	81 46
Placements	2 583 084	2 271 59
Immobilisations	150 959 6 330 441	205 77 6 010 4
Passif	0 000 111	00101
Comptes fournisseurs et autres dettes de fonctionnement	1 153 022	1 215 0
Revenus reportés provenant de contributions et de contrats externes	2 541 795	2 536 8
Actifs nets	3 694 817	3 751 8
Investis en immobilisations	150 959	205 7
Affectations d'origine interne pour éventualités	901 165	901 1
Affectations d'origine interne pour projets futurs	788 219	788 2
Non affectés	795 281	363 4
	2 635 624	2 258 5
	6 330 441	6 010 4
État résumé des résultats et de l'évolution des actifs nets		
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2021	2021	20
Produits	\$	
Principale contribution financière de Santé Canada	9 357 530	9 276 6
Contrats externes	560 131	902 7
Autres apports	2 351 582	1 434 1
Congrès		574 4
Autres revenus	16 128	21 7
Produits nets de placements	314 271 12 599 642	(11 7) 12 197 9
Charges	12 000 0 12	12 107 0
Salaires et avantages sociaux	7 064 311	6 705 5
Frais d'entrepreneurs	3 897 865	2 693 0
Entretien et réparations de l'équipement	11 803	27 9
Honoraires	45 387	103 0
Loyer	300 674	361 7
Charges locatives	22 541	24 1
Assurance	19 310	16 1
Déplacements	78 058	1 426 8
Imprimerie Publicité	10 858 23 355	20 8 104 9
Promotion	23 333 67 321	78 6
Fournitures et frais de bureau	242 052	264 9
Télécommunications	164 284	151 6
Cotisations	23 644	26 6
Honoraires professionnels	55 674	34 7
Recrutement	72 473	87 6
Amortissement des immobilisations corporelles	118 322	146 3
Amortissement des immobilisations incorporelles	4 657	23 1
Gain sur disposition des immobilisations corporelles		(
	12 222 589	12 298 0
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	377 053	(100 0
Actifs nets, début de l'exercice Actifs nets, fin de l'exercice	2 258 571 2 635 624	2 358 69 2 258 5
,	2 030 024	2 208 5
État résumé des flux de trésorerie Pour l'exercice terminé le 31 mars 2021		
Flux de trésorerie liés aux activités de	2021	20
Fonctionnement	\$ 162 928	1 725 6
Investissement	(93 100)	(157 3
Augmentation nette de l'encaisse	69 828	1 568 3
~ ~	2 978 356	1 409 9
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		

Notre leadership

Au 31 mars 2021

Équipe de la haute direction

Rita Notarandrea

Première dirigeante

Rhowena Martin

Vice-présidente, Opérations et stratégies

Ryan McCarthy

Directeur, Mobilisation des connaissances

Amy Porath

Directrice, Recherche

Rebecca Jesseman

Directrice, Politiques

Cathy Frame

Directrice, Finances

Darlene Pinto

Directrice, Ressources humaines

Scott Hannant

Directeur, Affaires publiques et communications

Ahmer Gulzar

Directeur, Systèmes d'information et services Web

Pam Kent

Directrice associée, Recherche

Conseil d'administration

Le CCDUS est régi par un conseil d'administration composé d'un président et de 12 membres possédant la formation et l'expérience nécessaires pour aider le CCDUS à remplir sa mission. Le président et jusqu'à quatre membres sont nommés par le gouverneur en conseil, après consultation avec le ministre de la Santé. Le recrutement des autres membres, appelés membres de la communauté, se fait à partir d'un certain nombre de secteurs, notamment le milieu des affaires, les groupes ouvriers et les organismes professionnels et bénévoles. Ces organismes ont un intérêt particulier envers la consommation d'alcool et de drogue. À noter que le CCDUS cherche, avec son conseil, à atteindre une représentation nationale.

Conseil d'administration

Membres nommés par le gouverneur en conseil

Vaughan Dowie (Ontario) Président; membre du comité exécutif et du comité de gestion du rendement PDG, Institut Pine River

Curtis Clarke (Alberta)

Membre du comité de vérification et de gestion des risques et du comité de gestion du rendement Sous-ministre, ministère de l'Enseignement supérieur de l'Alberta, gouvernement de l'Alberta

Christopher Cull (Ontario) Membre du comité de gouvernance et de mise en candidature Directeur, réalisateur, fondateur d'Inspire by Example

Renu Kapoor (Saskatchewan) Membre du comité de gouvernance et de mise en candidature Consultante en travail social et dirigeante communautaire

Anne Elizabeth Lapointe (Québec) Membre du comité de vérification et de gestion des risques Directrice générale, Centre québécois de lutte aux dépendances et Maison Jean Lapointe

Membres de la communauté

Gary Bass (Colombie-Britannique) Membre du comité des finances *Agent de la GRC à la retraite*

Lesley Carberry (Yukon) Membre du comité exécutif et présidente du comité de vérification et de gestion des risques Secrétaire-trésorière, Société Teegatha'Oh Zheh Membre parent, FASD 10-Year Strategic Planning Group

Linda Dabros (Ontario)

Vice-présidente; membre du comité exécutif et du comité de gestion du rendement, présidente du comité de gouvernance et de mise en candidature Ancienne directrice générale, Commission canadienne des droits de la personne

Deborah Dumoulin (Québec) Trésorière; membre du comité exécutif et présidente du comité des finances Chef de la direction financière, mdf commerce

Daniel Hogan (Ontario)
Membre du comité de vérification
et de gestion des risques
Coordonnateur en prévention de la
violence et de l'abus de substances,
Département des écoles sécuritaires
de la Commission scolaire du district
de Durham

Audrey McFarlane (Alberta)
Secrétaire; membre du comité exécutif
et du comité de gouvernance
et de mise en candidature
Directrice générale, Lakeland Centre
for FASD

Julie Menten (Colombie-Britannique) Membre du comité des finances Associée principale, Roper Greyell LLP

Donald Nicholls

(Québec et Nation crie) Membre du comité des finances Directeur du département de la justice et des services correctionnels, gouvernement de la Nation crie

Membres d'office

Rob Stewart

Sous-ministre, Sécurité publique Canada

Stephen Lucas

Sous-ministre, Santé Canada

Rita Notarandrea

Première dirigeante, Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances

Membres des anciens

Beverley Clarke, présidente (Terre-Neuveet-Labrador)

Normand (Rusty) Beauchesne (Ontario)

Leonard Blumenthal (Alberta)

Dr Jean-François Boivin (Québec)

William Deeks (Ontario)

Mike DeGagné (Ontario)

Dr Nady el-Guebaly (Alberta)

Jean Fournier (Ontario)

Pamela Fralick (Ontario)

Heather Hodgson Schleich (Ontario)

Frances Jackson Dover (Alberta)

Dr Harold Kalant (Ontario)

Barry V. King (Ontario)

Roger D. Landry (Québec)

Anne M. Lavack (Colombie-Britannique)

Jacques LeCavalier (Québec)

Leanne Lewis (Ontario)

A.J. (Bert) Liston (Ontario)

Dre Christine Loock (Colombie-Britannique)

Barry MacKillop (Ontario)

Mark Maloney (Ontario)

Marnie Marley (Colombie-Britannique)

Louise Nadeau (Québec)

Michel Perron (Ontario)

Darryl Plecas (Colombie-Britannique)

Meredith Porter (Ontario)

Michael Prospero (Ontario)

Rémi Quirion (Québec)

Pierre Sangollo (Québec)

Jan Skirrow (Colombie-Britannique)

Sherry H. Stewart (Nouvelle-Écosse)

Margaret Thom (Territoires du Nord-Ouest)

Paula Tyler (Alberta)

